



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 126 - Septembre/Octobre 2004

## TENTATIVE DE COUP D'ETAT ? Une histoire extravagante

*On se souvient que Béchir avait limogé son ancien mentor Hassan el Tourabi, en l'accusant, de tous les excès du régime à l'étranger. Il est plus que douteux que Béchir n'ait pas été impliqué. Après quoi Tourabi, qui avait fondé le parti au pouvoir, le parti du congrès National (CN), institua dans l'opposition le Parti du Congrès National Populaire (CNP). Il fut emprisonné pour avoir signé avec Garang un mémorandum d'entente. Finalement relâché il fut réemprisonné ainsi que certains membres du CNP, pour avoir critiqué la politique gouvernementale au Darfour, et le CNP, suspendu. En mars, les autorités soudanaises accusaient Tourabi de soutenir l'un des mouvements rebelles du Darfour, le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE), dont le chef, Khalil Ibrahim, qui a reçu l'asile politique en France, fut un des disciples. Certains membres emprisonnés du CNP avaient été relâchés en juillet.*

Le 8 septembre les autorités arrêtaient 33 membres du CNP. Peu après, selon ce parti, le nombre s'élevait à 70, puis à 189. Parmi eux des gens originaires du Darfour appartenant aux tribus rebelles, surtout au MJE, des commerçants, des marchands de voitures d'occasion etc. Selon des officiels du parti et de sources des forces de sécurité, c'était pour avoir conspiré des sabotages avec « un pays voisin », finalement l'Erythrée, importé et distribué des armes afin d'établir le chaos dans la capitale et faire penser au peuple que le gouvernement avait « lâché les rênes du pouvoir ». Depuis, la police, les soldats et les forces de sécurité ont pris position un peu partout dans Khartoum, fouillant les véhicules, les maisons, les piétons, questionnant les gens sous le regard impassible de la population. Des tranchées furent creusées où s'étendirent des soldats, l'arme au poing.

Le 10 septembre la police disait avoir trouvé une cache contenant entre autres 100 kalashnikov et des quantités d'explosifs dans une maison appartenant à « un » membre du CNP. Depuis 4 autres caches ont été trouvées « de quoi équiper une armée », selon un officiel. Les Soudanais ont tendance à penser que ces armes appartiennent à l'Etat, le régime ayant toujours caché des armes pour les jours difficiles.

Parmi les hommes capturés, deux seraient morts sous la torture, les 10 et 15 septembre, Shams ed Dine Idris et Abdel Rahman Suliman. Le livre d'Abel Alier, *l'Affaire Hilary Boma* (l'Harmattan), nous a habitués à voir le régime torturer ses victimes pour leur faire avouer ce qu'il a décidé par avance. Le corps de Shams ed Dine, 25 ans, fut ramené chez lui et la police dit à son père qu'il était mort de problèmes stomacaux. Le père fit procéder à une autopsie, le décès est dû à des coups à la tête, la main et la jambe ont aussi été cassées. Un autre détenu est en soins intensifs à l'hôpital des forces de sécurité, un autre, dont la famille supplie que l'on ne dise pas le nom, a été relâché après avoir été torturé. Le vice-président a déclaré qu'une enquête était diligentée sur les allégations et que les éventuels coupables seraient jugés. Pas de nouvelles depuis bien entendu. Et on aura dit à la sécurité de ne pas rendre les corps !

Après, dit-il, 6 jours d'incarcération, un membre du département juridique du CNP, Mohamed-Al-Hassan Al Amin, déclara « volontairement » le 24 septembre que le parti préparait un coup d'Etat pour ce même jour, à 2 heures de l'après-midi un vendredi, alors que tous les officiels sortiraient de la prière. Police, sécurité et armée bloquèrent toutes les voies menant à la résidence de Béchir, aux Forces Armées et aux bâtiments officiels. Le CNP nie avoir planifié un coup d'Etat et dit que Mohammed Al Hassan a été « forcé » de faire ces déclarations. Selon le ministre de l'intérieur le chef du complot est Al-Haj Adam Youssuf, ancien ministre de l'agriculture, en fuite ; la population était avisée que ne pas donner d'informations à son propos, est un crime punissable par la loi. Finalement le CNP affirma l'avoir exfiltré à l'étranger pour éviter à ses membres le harcèlement des forces de sécurité. Le ministère a indiqué que les personnes arrêtés avaient livré « des aveux détaillés », les projets d'assassiner 38 leaders du régime et de faire sauter des sites importants de Khartoum, centrale électrique, ministères et autres.

### S O M M A I R E

<b>Tentative de coup d'Etat Une histoire extravagante Bételgeuse</b>	p. 1
<b>Guerre au Darfour</b>	
Nos enfants naîtront...Khadafi...	p. 2
La propagande ordinaire	p. 3
Situation des Droits de l'Homme Louise Arbour	p. 5
<b>Droits de l'Homme</b>	p. 4
<b>Eternels pourparlers au Sud</b>	p. 5
<b>Pétrole et Economie</b>	p. 6
Les espoirs de vie meilleure s'éloignent Andrew England Financial Times	
Chacun sa banque L.O.I.	p. 6
<b>Militaire</b>	p. 7
<b>Terrorisme</b>	p. 7
<b>Opposition</b>	p. 7
<b>Affaires Etrangères</b>	p. 7
<b>Brèves</b>	p. 8

## Nos enfants naîtront avec des cheveux gris (Hésiode) Khadafi rival du Conseil de Sécurité

Début septembre, selon les Nations-unies (NU), des dizaines de milliers de nouveaux déplacés arrivaient au camp de Gereida, près de Nyala, des milliers, dans un camp près de El Fasher dont la population a quadruplé. Fin septembre des combats poussaient les gens à fuir, et à s'abriter sous des arbres, sans aucune aide. Le 1er octobre des milliers de déplacés terrifiés arrivaient dans des camps, venant de 10 villages au Sud-Darfour. Mêmes rapports au Nord Darfour. Les attaques des miliciens continuent. Ils crient « tuez les esclaves, tuez les Noirs ». Certains ont surgi près d'un village où des déplacés tentaient de retourner. Des janjawid ont aussi volé dans un camp la nourriture distribuée chaque semaine par le PAM.

Selon ce même PAM, dix mille déplacés meurent chaque mois, dont beaucoup d'enfants, de diarrhées dues à la pollution de l'eau, de pneumonie, et de blessures. Une autre étude à laquelle a participé MSF montre qu'au Darfour Ouest, 43% des 500 000 déplacés étaient morts, beaucoup dans les débuts du déplacement. Dans certains camps l'eau manque dangereusement. Les viols continuent. Dans un camp proche du Tchad, les déplacés cherchent à s'y rendre, des patrouilles janjawid les en empêchent. La situation au Tchad est aussi difficile ; alors qu'au début les Tchadiens partageaient leurs maigres biens avec les nouveaux venus, ils s'irritent maintenant de voir les réfugiés recevoir de la nourriture et non pas eux.

Y a-t-il des améliorations? Non selon Pronk le représentant des NU au Darfour, le gouvernement n'a ni désarmé les janjawid, ni assuré plus de sécurité aux habitants. A cela Lubbers, le commissaire aux réfugiés, met un bémol, les tueries ne sont plus à grande échelle et la destruction des villages n'est plus systématique. Alleluia ?

L'aide humanitaire manque lourdement surtout à cause des routes épouvantables et de l'absence de sécurité. Deux travailleurs humanitaires ont été tués par une mine terrestre. Un troisième est gravement blessé.

Le régime soudanais a totalement refusé la demande des NU et de maints autres, que la force d'observation du cessez-le-feu de l'Union Africaine, soit transformée en force de maintien de la paix pour laquelle l'OTAN avait proposé son assistance. Mais de très fortes pressions intervinrent. Une nouvelle Résolution du Conseil de Sécurité menaçait le Soudan de sanctions pétrolières, ce qui est ridicule ; la Chine, grand importateur de pétrole soudanais, devrait, avec un embargo, abandonner son taux de croissance ; elle y mettra sûrement son veto. La Résolution demanda aussi au Secrétaire Général d'organiser une commission d'enquête pour savoir s'il y a génocide. Le Parlement européen, après avoir envoyé une délégation au Darfour début septembre, a voté une Résolution, adoptée à 566 voix contre 6 et 16 abstentions, véritable volée de bois vert pour Khartoum. Il suggère au Conseil de Sécurité un embargo sur les armes à destination du Soudan. Il attire l'attention sur les attaques aériennes soudanaises et sur le fait que la création de « Zones Sûres » permet aux troupes gouvernementales de se déployer en violation de l'accord du cessez-le-feu. L'Union Européenne menace Khartoum de sanctions, mais desquelles ? L'Europe n'importe pas de pétrole soudanais et ne peut donc imposer d'embargo pétrolier, elle a prescrit un embargo sur les armes depuis 1990. Les pressions vinrent aussi de la Malaisie « des sanctions économiques pousseraient le peuple à renverser Béchir »

a dit le Président, et de l'Iran où Khatami a réclamé à Khartoum « d'être sévère avec ceux qui appliquent des méthodes inhumaines et non-islamiques ». Même des religieux musulmans appelés par Khartoum, qui recherchaient leur soutien, ont déclaré que le conflit se répandrait dans tout le Soudan s'il n'était éteint.

Seul contre tous, le gouvernement soudanais a donc accepté l'accroissement des troupes africaines chargées de la protection des observateurs, puis du nombre des observateurs eux-mêmes, ensuite que ces observateurs enregistrent les violations des droits de l'Homme, enfin que les troupes surveillent la police dans les camps (officiellement pour aider à rétablir la confiance entre la police et les citoyens). Ces derniers accords, ajoutés au fait que le Soudan retient ses troupes au Darfour, contrairement aux rebelles qui cherchent de plus en plus à venger leurs familles, éviteront probablement à Khartoum les sanctions des NU. Ces mêmes NU ont proposé une aide immédiate à l'Union Africaine qui n'a pas suffisamment d'équipement de communications, de véhicules, ni d'hommes. Sans admettre que ses observateurs ont affaire à l'hostilité du régime, l'Union Africaine a recommandé à Khartoum de laisser sa mission agir plus efficacement au Darfour: elle est toujours accompagnée par des forces de sécurité, et des rebelles. Ils rapportent de nombreuses violations du cessez-le-feu par les deux côtés.

Au cours des derniers pourparlers de paix, avait été accepté, mais non signé, un accord sur la liberté de l'aide humanitaire. Les NU travaillent à le faire signer. Les nouvelles négociations commencèrent à Abuja, Nigeria, le 23 Août. On buta encore sur la simultanéité ou non du désarmement des milices janjawid et du cantonnement des rebelles. Khartoum reprocha aux Etats-Unis leur mention de génocide, et à l'Occident en général, leurs « exagérations » sur les exactions janjawid, qui poussent les rebelles à l'entêtement. Ces derniers dirent que tant que les janjawid ne cesseront pas leurs attaques, ils ne cantonneront pas leurs forces. Sur quoi les pourparlers s'arrêtèrent pour un mois. Peu après le gouvernement refusa de reprendre les négociations avec le Mouvement pour la Justice et l'Egalité, dont il dit qu'il est lié au parti de Tourabi, dont il dit qu'il a fait une tentative de coup d'Etat !

Entre temps le Haut Commissaire aux réfugiés, sortant quelque peu de son rôle, suggéra une solution politique pour le Darfour, que le Soudan accorde une relative autonomie aux régions. Les réactions des barons du régime ont été diverses.

Coup de théâtre. Khadafi organisa un mini-sommet à Tripoli réunissant les Présidents égyptien, tchadien, nigérian et soudanais, mais excluant les rebelles. Ce sommet le désigna comme arbitre du conflit. Il dénia aux Occidentaux le droit de s'occuper de cette affaire purement africaine, se prononça tant contre des sanctions que contre toute intervention étrangère et ordonna aux rebelles de signer un protocole d'accord le 21 octobre. Les rebelles, qui ont dû se contenter d'entretiens avec Khadafi, sont inquiets. Selon l'Egypte, le gouvernement soudanais fait de son mieux pour remplir ses obligations, mais a besoin de plus d'aide matérielle. Khadafi se pose en rival du Conseil de Sécurité.

## La propagande ordinaire Une imagination exceptionnelle

Khartoum a une imagination exceptionnelle. Quand il trouve une bonne idée, il la répète. Voici quelques exemples :

**Sur les milices :** Les milices se sont armées pour protéger la population arabe. Les combats viennent de ce que les rebelles ont attaqué les tribus qui refusent de rejoindre leurs rangs (Pana 24 09). *Depuis 20 ans les milices arabes menaient une politique de terre brûlée quand les rebelles ont émergé, en partie pour défendre la population contre elles.*

Après avoir promis aux NU de désarmer les janjawid : « Comment pouvons-nous désarmer les milices quand les rebelles sont libres ? » Nous avons désarmé 30% des milices. *Les forces de sécurité aux alentours de Geneina ont dit à des déplacés qu'elles n'ont pas ordre de désarmer les milices, selon AI 17 09.* Ce désarmement est seulement à usage politique (Ministre de l'intérieur AFP 07 10). Le gouvernement soudanais nie toute responsabilité pour avoir manqué de protéger son peuple et nie que les forces armées aient soutenu les janjawid qu'il appelle hors la loi (Amnesty International).

Il admet que quelques milices combattent les rebelles. Après avoir promis aux NU de désarmer les janjawid : « Nous ne désarmerons pas les tribus arabes. Le gouvernement et la communauté internationale ne sont pas d'accord sur la définition des janjawid. La communauté internationale semble penser que toutes les tribus arabes sont janjawid. Le gouvernement désarme des gangs hors la loi, venus d'éléments criminels africains et arabes qu'il considère janjawid. Désarmer les janjawid comme nous le comprenons a commencé, mais comme la communauté internationale le fait, est inacceptable » (AFP 23 09, AP 5 10). « Hillal est un chef tribal respecté qui n'a rien à voir avec les janjawid ; son arrestation pourrait mener « au démembrement du Soudan » (AP 28 09). *Qu'ils soient des bandits, des nomades traditionnels ou des milices gouvernementales, cette question ne fait qu'obscurcir le débat. Pour les personnes déplacées, les janjawid sont des hommes en kaki, armés, montés à cheval ou à chameau, qui leur ont infligé d'affreux dommages et sont la cause de leur insécurité. Hillal est l'un d'entre eux.*

*Le gouvernement cacherait des janjawid au Sud et dans les Monts Noubas. Des travailleurs humanitaires et des gens du MLPS ont vu des camions gouvernementaux transporter près de 600 combattants arabes à Malakal. D'autres témoins, dont Lam Akol, ont vu 200 combattants janjawid transportés de Malakal à New Fanjak et Nasir. Le but étant de les cacher des observateurs internationaux. A cela l'ambassadeur du Soudan à Nairobi a répondu que c'était faux puisqu'ils n'avaient été vus ni par le Verification Monitoring Team, ni par la Joint Military Commission, organismes chargés de surveiller le cessez le feu. Mais la trentaine de personnes dont ces équipes sont composées ne peuvent surveiller tout le Sud ; le VMT et la JMC n'interviennent que sur plainte ; il n'y en a pas eu car les milices n'ont pas attaqué au Sud, elles sont seulement sorties du Darfour. Cependant l'ALPS s'inquiète des intentions agressives du gouvernement qui repousse les derniers pourparlers (VOA 28 09/ AP 01 109).*

### Sur les viols commis par les milices

« Les musulmans ne violent pas » (Reuter 21 09). Puis le gouvernement admet qu'il y a eu quelques viols mais nie qu'il s'agisse d'une affaire systématique ; « les femmes exagèrent leurs histoires » (Reuter 26 09). Louise Arbour : « Le gouvernement nie l'étendue du problème des viols. Il n'est pas croyable de penser que des femmes fabriqueraient des histoires qui leur amènent honte et stigmatisation » (25 09).

### Sur des forces du maintien de la paix

Nous sommes opposés aux forces de maintien de la paix parce que nous pouvons nous débrouiller seuls (Pana 09 09). Il n'y a pas de génocide au Soudan, nous avons besoin de trois mois pour arrêter les atrocités (Ministre des Affaires Etrangères AFP 13 09).

Le ministre de l'intérieur : la présente situation ne requiert pas de force internationale, nous envoyons 1000 policiers (Mena 14 09).

### La nature du conflit

Pour le Ministre des Affaires Etrangères, c'est un **conflit tribal, sans famine, ni épidémie**, dont les rebelles sont responsables (Min. AffairesEtrang. AP 01 10). **Dans un même élan, il se plaint que la communauté internationale n'ait donné que la moitié des 722 millions de dollars promis !** (Reuters 06 09) *Les NU disent qu'il y a 50 000 morts au Darfour le ministre, moins de 5000.* « Dites nous leurs noms, montrez-nous leurs tombes ». *Ils n'ont souvent pas été enterrés!!!!* (AFP 08 09). **Le rapport auquel a participé MSF donne un taux de mortalité de 43% des 500 000 déplacés du Darfour Ouest. Pour USAID, il y aurait 300 000 morts. Plus les gens auxquels il s'adresse sont éloignés géographiquement, plus le gouvernement dit de contrevérités.**

### Sur les sanctions

« D'autres sanctions affaibliraient le gouvernement et compliqueraient la recherche de la paix » (AFP 24 09). « Le Soudan fait des efforts pour amener à la justice les coupables de la crise. [comme il s'y est engagé] (PANA 09 09). *Résultat, 3 miliciens auraient été condamnés à mort. Aucun autre détail n'est donné, ni leurs noms, ni le lieu de leurs méfaits (AFP 26 09). Seule preuve, une photo de 6 hommes devant un mur peint en blanc, derrière une barrière de 90 cm de haut. Sans gardiens. De qui se moque-t-on ?*

### La résolution du Conseil de sécurité

Injuste. Mine le rôle de l'UA, empoisonne l'environnement des négociations d'Abuja, le gouvernement s'est engagé à s'occuper du Darfour, non en réponse à la résolution, mais à cause de sa position inchangée de résoudre les problèmes par le dialogue. Le speaker du parlement a averti les Occidentaux de ne pas intervenir « Si l'Irak a ouvert une porte de l'enfer nous en ouvriront 7 » ( AFP 19 09). La ligue arabe s'est opposée à la résolution. Al Tijani Salih Fidail : Khartoum fait des efforts malgré son sentiment d'avoir été maltraité. « La résolution a donné un coup fatal à l'esprit de coopération avec les NU » (AFP 21 09).

### Complicité

Beaucoup d'éléments sont en pleine complicité avec les rebelles, beaucoup de pays, d'ONG, des groupes de Droits de l'Homme, et des individus. *On refuse toujours de citer des noms* (Bernama 24 09). Déclaration de Béchir à une délégation de l'Est : « Les cercles hostiles au Soudan soufflent sur le feu de la sédition par des allégations sans fondement » (SUNA 24 09).

### Conversion

Béchir : Les gouvernements occidentaux et les ONG exploitent la crise humanitaire pour faire du travail missionnaire chrétien dans ces régions musulmanes (AFP 04 10).

Béchir : Les améliorations au Darfour désappointent les ennemis du Soudan. La vie a été normalisée dans la plupart des régions (AP 10 09).

### La commission de génocide

Le ministre des Affaires Etrangères a déclaré à la presse que les Américains sont les seuls à parler de génocide car Bush veut avoir les votes des Noirs (AP 29 09) *[la décision fut prise à l'unanimité par le Congrès]* et à l'Assemblée Générale des NU que le gouvernement a ôté toutes les restrictions sur les travailleurs d'aide humanitaire, *[après quelles pression !* (24 09)]. Le gouvernement soudanais salue la nomination de la commission qui doit décider si il y a un génocide « Cela réduira au silence les accusations de Washington » *bien qu'Annan ait déclaré, « génocide ou pas, ce qui arrive là-bas doit choquer la conscience de tout être humain »* (Xinhua 22 09). Aux Nations-unies, El Fatih Mohammed Irwa a mis les Etats-Unis au défi : « Si c'est vraiment un génocide, ils devraient envoyer des troupes. C'est pourquoi je pense qu'ils ne sont pas sincères » (AP 06 10).

# Droits de l'Homme... Droits de l'Homme... Droits de l'Homme...

**Ces articles ne comprennent ni les violations infinies commises contre les « fauteurs de coup d'Etat », ni contre les habitants du Darfour.**

La célèbre fondation allemande de droits de l'Homme Friedrich Ebert a décerné son prix annuel à Abel Alier qui négocia les pourparlers qui conduisirent à la paix de 1973. Il est membre du tribunal international de la Haye, ce qui lui donne à l'égard des forces de sécurité une certaine latitude pour critiquer le régime. L'autre récipiendaire du prix est le journaliste soudanais Mohamed Mahjoub Salih. Le discours a été fait par la ministre allemande de l'économie et de la coopération, Heide-Marie Wiescork Zeul, en présence de nombreux ambassadeurs, membres du Parlement, journalistes, représentants des ONG, et du public. La récompense leur a été attribuée pour leur courage exceptionnel et persistant et leur engagement pour la paix et les droits de l'Homme, « ils sont des symboles nationaux bien reconnus dans leur pays ».

Le rapport du Département d'Etat américain de 2004 sur les libertés religieuses, a maintenu le Soudan sur sa liste de pays où les gouvernements sont particulièrement engagés « dans des violations des libertés religieuses insignes, systématiques et continuelles ».

Le Sida devient un problème sérieux pour le Soudan (Al Anbaa 20 09).

## **Nord**

Le Journal *Al Sahafa* a été confisqué, sa première page a dû être changée et son éditeur a été arrêté. On ignore le contenu de l'article incriminé. On note que c'était au moment où le CNP avait accusé les autorités de fabriquer des accusations contre leur parti, ce que les autres journaux s'étaient abstenus d'imprimer. Béchir a supprimé toute censure sur les journaux en 2003 (UPI 12 09).

Depuis mi-2003, dans la banlieue d'Omdurman, un camp de déplacés appelé la paix, *el salam* par le gouvernement, *Jabarona* - mot à mot ils nous ont jetés là, - par les intéressés, comptant 120 000 déplacés, et un autre camp appelé Wad Beshir, comptant 74 000 déplacés, ont été détruits par le gouvernement avec leurs maisons, leurs écoles, leurs cliniques, leurs latrines qui laissent des trous putrides. Le prétexte est de créer un nouveau quartier avec eau et électricité qui tardent à venir. A Jabarona, où peu à peu les gens s'étaient construits des maisons en terre, 25 000 familles ont demandé une des nouvelles

parcelles. Parmi elles seules 11 000 avaient les documents (acte de naissance etc.) et les 45 \$ nécessaires. La grande majorité est laissée sans rien. Tous habitent maintenant des maisons en carton (IRIN 13 10).

Intermède à la tentative de coup d'Etat de septembre, 36 inculpés CNP se retrouvaient devant la justice pour avoir, en mars cette fois, fait une tentative de coup d'Etat. Les accusés incluent-ils ces aviateurs Four qui ayant refusé de bombarder le Darfour se sont vus incriminer de tentative de coup d'Etat ? Tourabi, qui fait une grève de la faim depuis longtemps avec des entr'actes à l'hôpital, pour être emprisonné sans jugement, n'était pas au rang des accusés. Pourquoi ? Le régime veut-il prononcer des condamnations à mort et hésite-t-il à appliquer cette peine à Tourabi ? Redoute-t-il le talent de ce dernier devant le prétoire ? Son aura devant les juges ? Ou est-ce absence de preuves ? Béchir s'étant engagé à autoriser à nouveau le CNP s'il dénonçait Tourabi, il est à penser que, même sous la torture, ses membres ne l'ont pas accusé. Toutefois emporté par son élan Béchir a déclaré qu'il pouvait émettre un décret présidentiel et couper la tête de Tourabi sans être tourmenté par sa conscience. « Mais nous avons établi des institutions et nous les laisserons faire leur travail ». Les inculpés nièrent les accusations et les 50 avocats de la défense protestèrent parce que 20 d'entre eux ainsi que les membres des familles n'étaient pas autorisés à entrer dans le prétoire « faute de place ». Ils demandant du temps parce que la défense devait être réorganisée, de nombreux avocats appartenant au CNP se trouvant désormais en prison (AFP 29 09, AP 30 09).

## **Sud**

Cent mille déplacés sont déjà rentrés cette année et cent mille autres rentreront vraisemblablement d'ici la fin 2004 ; si la paix était signée, ce chiffre s'élèverait à 500 000 ; les déplacés penseraient que les premiers arrivés peuvent s'assurer des meilleures terres. Toutefois les Nations-unies ne sont pas du tout prêtes pour cela d'autant que les donateurs se sont orientés vers le secours au Darfour (AFP 30 08 / AP 11 09).

Le Civilian Protection Monitoring Team (CPMT) a accusé des groupes armés incluant l'armée, les renseignements militaires et des milices, de piller les biens de citoyens, de les intimider et de les harceler dans le royaume Shilluk (IRIN 07 10).

Afin de faciliter la recherche sur la base documentaire que constitue le site (à ce jour environ 1.000 fichiers d'information sur le Soudan), l'équipe de [www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org) a mis à votre disposition un moteur de recherche interne.

Si vous désirez recevoir notre bulletin par courrier électronique, veuillez nous envoyer votre Courriel.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN  
31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : [vigilsd@wanadoo.fr](mailto:vigilsd@wanadoo.fr)  
Dépôt légal : Octobre 2004 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

# Eternels pourparlers de paix au Sud

Un grand pas a été fait quand le gouvernement a semblé renoncer à lier les pourparlers du Sud avec ceux du Darfour qui sont au point mort. Garang doit s'arrêter de soutenir les rebelles du Darfour, affirmait-il. Les arguments contraires mis en avant furent que les accords sur les Monts Nouba et le Haut Nil Bleu pourraient servir de modèle au Darfour, qu'un gouvernement d'unité nationale à Khartoum pourrait mieux résoudre la crise, que les délais amèneraient la désintégration du pays et que les élections libres prévues pourraient permettre aux darfouriens de donner leur opinion pacifiquement. Certes Khartoum ne dut pas apprécier les déclarations de Garang qu'il soutiendrait des sanctions contre Khartoum si cela devait apporter la paix au Darfour, ni celle de ses assistants, qu'ils préféreraient de beaucoup la paix totale, mais qu'à défaut, Khartoum aurait la guerre totale. Propos repris à son compte par l'*International Crisis Group*, puis par les Nations-Unies qui ont titré leur bulletin « *Négociations de la dernière chance* ». L'ancien ambassadeur du Soudan à Paris, Fidaïl el Tijani, y est venu dire à radio France Internationale que l'on ne signerait pas d'accord final car l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (ALPS) « soutient toujours une rébellion ailleurs ». On ignore si le Quai a relevé. Khartoum attend plutôt les élections américaines et une éventuelle défaite des Etats-Unis en Irak pour obtenir un meilleur traité. Cependant les Nations-Unies pressent, et Tony Blair demande au Soudan de signer avant la fin de l'année. Les Etats-Unis veulent que la prochaine séance du Conseil de Sécurité, qu'ils présideront, se tienne à Naivasha, site kenyan des négociations. Le Président soudanais dit toujours qu'il veut faire la paix. Mais l'accord-cadre fut signé le 5 juin et c'est seulement le 7 octobre que Khartoum a bien voulu reprendre les pourparlers.

Les négociations ont recommencé entre le vice-président Ali Osman Taha et Garang dans un environnement difficile. Le gouvernement soudanais et l'ALPS ont souvent violé l'accord de cessez-le feu d'octobre 2002. Dans le Haut-Nil Ouest des combats à l'intérieur d'une milice pro-gouvernementale ont conduit à de très importants vols de bétail. Akobo dans le Haut Nil Est est passé plusieurs

fois du contrôle de l'ALPS à celui de milices pro-gouvernementales et vice et versa. Le problème du changement d'affiliation des milices du gouvernement à l'ALPS, comme cela est arrivé dans le royaume Shilluk et dans le Haut-Nil Ouest, n'a pas été prévu dans les accords déjà signés et a mené à de très nombreux combats assortis de pillages et de politique de terre brûlée. Théoriquement à la signature de la paix, les miliciens doivent être engagés dans l'armée, la police, les prisons et les services de vie sauvage, mais les récents combats suggèrent que les commandants de milices - qui partagent leur butin avec les officiels locaux et les membres des services militaires de renseignement- ne sont pas prêts à abandonner leur territoire. Tandis que l'ALPS transférait ses forces dans le royaume Shilluk, le gouvernement y envoyait des milices Nuer : il avait besoin de son armée au Darfour. Là, contrairement à l'accord de cessez-le feu, l'armée a empêché l'arrivée d'aide, de crainte vraisemblablement que la communauté internationale ne soit témoin des dévastations causées par ses milices alliées. Le Verification Monitoring Team établi par l'accord de cessez-le feu a manqué à ses obligations à Akobo, mais quand il a rapporté au secrétariat de l'IGAD ce qui se passait dans le royaume Shilluk, rien n'a été fait. Ni Khartoum, ni l'ALPS ne sont en position de contrôler les commandants de milices qui occupent la plus grande partie du Haut-Nil, des portions des Bahr el Ghazal Nord et Ouest, le Bahr el Gebel et une grande partie de l'Equatoria Est..

Les accords qui restent à mettre au point concernent, un cessez-le feu permanent, des garanties régionales et internationales et des modalités d'implémentation. Taha s'intéresse à conclure les arrangements et à signer le protocole. Garang veut, comme prévu, faire la paix, entrer au gouvernement et récupérer les 50 % des revenus pétroliers.

Un accord aurait été trouvé sur les unités militaires intégrées dans l'Est Soudan. Les comités techniques discuteraient des milices. Les pourparlers sont suspendus pendant le Ramadan. La paix se fera-t-elle si le Conseil de Sécurité est réuni au Kenya ?

---

## Situation des droits de l'Homme au Darfour

*Louise Arbour, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme*

...Cinq obstacles principaux empêchent la protection efficace des civils au Darfour...

**2. L'impunité.** Voici un exemple pour l'illustrer. Dans un camp, j'ai été conduite par une institutrice pour voir un groupe de femmes dans une tente. Je leur ai parlé pendant une heure. La propriétaire de la tente et 6 autres femmes étaient allées collecter du bois le 14 septembre. Elles furent attaquées par deux hommes armés à cheval vêtus de kaki, qui les fouettèrent et les battirent toutes et violèrent deux d'entre elles. J'ai parlé à toutes les deux.

Pendant quelles étaient emmenées et violées plusieurs fois, les autres se rendirent à la police, déployée dans le camp pour leur protection. La police refusa de les secourir.

Quand les victimes furent retrouvées, elles étaient nues et ne pouvaient pas marcher. On les porta au camp, et à nouveau l'affaire fut rapportée à la police. La police les accusa d'inventer des histoires. Alors les victimes furent emmenées à l'hôpital local qui confirma le viol et prescrivit un traitement. J'ai vu leurs ordonnances.

Par la suite la police dit avoir enregistré la plainte, mais n'avoir rien fait quoique les victimes aient dit qu'elles étaient capables de reconnaître leurs assaillants qui n'étaient pas masqués. Pendant que je menais cet interview, mes collègues parlèrent au chef local de la police. Il les informa

qu'aucun cas de viol ne lui avait été rapporté.

Ce cas est crédible et corroboré. Tant que les autorités soudanaises ne se saisiront pas de ce genre de cas et n'appliqueront pas une peine appropriée, il n'y aura pas de vrai progrès au Darfour.

**3- Retours sûrs et volontaires.** Le retour des déplacés ne doit pas avoir lieu si c'est pour retrouver la terreur qui les a forcés à fuir

**5- Un manque d'information systématique.** Il est indispensable de l'améliorer à la fois, pour la communauté internationale qui doit adapter sa réponse à la crise, et pour le gouvernement du Soudan, qui se sent blessé par ce qu'il perçoit être une exagération de la communauté internationale.

**6 Présence internationale inadéquate.** Elle apporterait une protection notable.

**Recommandations** Le gouvernement soudanais doit s'engager publiquement à renoncer à sa stratégie anti-insurrectionnelle consistant à utiliser les janjawid. Qui soient-ils, le gouvernement a la responsabilité de les maîtriser et de rechercher de l'aide s'il ne peut le faire seul. Il doit faire un effort concerté contre l'impunité.

## PÉTROLE ET ÉCONOMIE

- Les Emirats Arabes Unis sont devenus le premier investisseur arabe au Soudan avec 8 milliards de dollars au cours des deux précédentes années, essentiellement dans les domaines du pétrole et du gaz pour 3 milliards de dollars, de l'agriculture, de l'immobilier, des télécommunications et de l'industrie.

**Les espoirs de vie meilleure s'éloignent quand l'investissement au Soudan disparaît**

Andrew England, Financial Times, 07 09 04

**Avec des réserves de pétrole estimées à plus d'un milliard de barils, du gaz naturel, des minéraux, et d'immenses terres arables lui permettant, [la pluie aidant], de produire du coton, de l'arachide, du sucre, avec de 70 à 90% de la production mondiale de gomme arabique que les Etats-Unis exemptèrent de leur embargo comme**

**indispensable à Coca-Cola, le Soudan peut se targuer de pouvoir être dans le peloton de tête des Etats africains. Toutefois avec la guerre et le système de gouvernement, le Soudan se trouve réduit au rang des pays les moins développés, avec un revenu annuel per capita de 248 euros.**

**Début 2004, avec les progrès des pourparlers de paix au Sud, les Etats-Unis s'apprétaient à revoir leurs sanctions à la baisse, l'Union Européenne, à débloquer 400 millions d'euros, tandis que la Grande-Bretagne prenait la tête d'un groupe de soutien pour diminuer la dette étrangère du Soudan qui atteint 21 milliards de dollars, et que les Nations-unies et la Banque Mondiale mettaient sur pied une mission jointe d'évaluation pour préparer un plan de reconstruction pour lequel les donateurs auraient contribué entre 500 millions et un milliard de dollars.. Las! la crise du Darfour est arrivée et les pourparlers avec le Sud, suspendus. La bonne volonté à l'égard de Khartoum s'est estompée. Si le gouvernement soudanais continue à massacrer la population du Darfour par janjawid interposés, les promesses faites pour la paix du Sud ne seront pas tenues. La crise humanitaire au Darfour utilisera une partie des fonds.**

**Les bénéfices de l'exploitation pétrolière ne se font pas sentir en dehors de Khartoum ce qui est une des causes de la rébellion au Darfour. La jeunesse dorée de Khartoum pense que, au diable les guerres, « il vaut mieux faire comme le reste du monde et progresser ».**

- Les réserves de brut prouvées du Soudan, s'élèvent depuis janvier 2004 à 563 millions de barils ; en 2001 il s'agissait de 262 millions de barils. Les estimations se montent à plus d'un milliard de barils. En juin 2004, la production s'est élevée à 345 000 barils/jour, elle était de 270000 barils/jour en 2003 (LiquidAfrica 16 07).

- Jusqu'ici, ONGC a acquis 11 propriétés dans 10 pays, le Vietnam, la Russie, le Soudan, l'Irak, l'Iran, la Libye, la Syrie et le Myanmar ( Hemangi Balse 13 07). La raffinerie de Mangalore, en Inde, verra en 2006 sa capacité de raffinage augmentée de 118,45 millions de tonnes. C'est la seule raffinerie utilisant le brut apporté en Inde par le Greater Nile project dans lequel ONGC a une participation de 25%, et obtient environ 3 millions de tonnes pour sa part. De ces 3 millions 0,25 à 0,5 million de tonnes seraient amenées à Mangalore, le reste vendu à l'étranger (IANS 15.07) L'Inde envisagerait de troquer son pétrole soudanais avec le Nigeria (PTI 12 07).

L'indien ONGC a obtenu un contrat pour l'expansion de la raffinerie. Il commencera aussi un oléoduc dans les prochaines semaines. Il projette de se lancer dans le commerce de détail du pétrole et dans le fuel pour avions (PTI 21 09).

- Le malais PECD a obtenu un contrat pour construire un terminal maritime pour le bassin de Melut qui s'occupera de la livraison de brut par un oléoduc de 1400 km. Il aura

des réservoirs etc. et sera achevé en décembre 2005 (Kuala Lumpur AFX 27 09).

- Des sociétés saoudiennes vont exporter des tuyaux d'acier au Soudan en particulier pour l'oléoduc (Saudi Economic Survey 23 09).

- Le Fonds arabe pour le développement économique et social accordera un prêt de 65 millions de dollars, semble-t-il pour la sucrerie de Kenana (Suna 26 09).

- Le Soudan doit privatiser Sudan Airways. Il prévoit que 30% des parts seront attribuées au gouvernement, 21% à des hommes d'affaires soudanais et 49% à l'investissement étranger- à être trouvé. Sudan Airways a des pertes et des dettes de « millions de dollars ». Il a 2000 employés dont 52 ingénieurs pour seulement 2 avions (AFP 21 07). ST 315 La société, Bin Omer Travel Group (OTG), a proposé d'acheter 49% des actions de Sudan Airways mises en vente. OTG fournirait les services de cargo et la rénovation de l'aéroport International de Khartoum (Khaleej Times 18 09).

(suite page 8)

### A chacun sa banque

Lettre de l'Océan Indien du 24 juillet 2004

**Tandis que des institutions bancaires arabes fondent une banque à Khartoum, l'ancienne rébellion sudiste en crée une autre dans le Sud.**

Des banques et investisseurs du Moyen Orient viennent de s'associer avec le gouvernement soudanais pour créer une nouvelle banque d'investissement à Khartoum. Cette **AI Salam Bank** disposera d'un capital de 75 millions \$ dont les trois quarts seront apportés par ces investisseurs des pays arabes parmi lesquels le groupe **Anlak Finance PJSC** (qui a pris 5% dans la nouvelle banque soudanaise), la **Dubai Islamic Bank** ou encore la **Lebanese Canadian Bank**. Sont également associés à ce projet des investisseurs individuels et d'autres institutions financières des Emirats arabes unis, d'Arabie Saoudite, de Jordanie et du Liban.

La partie soudanaise sera représentée dans cette banque par le **National Pensions Fund**, la **National Pensions Authority** et l'Etat de Khartoum. Les 25% du capital d'AI Salam Bank à la charge de la partie soudanaise seront réunis par la vente d'actions de la future banque au Soudan et dans les pays arabes. Plusieurs des banques arabes actionnaires d'AI Salam Bank sont déjà récemment intervenues pour financer les projets de développement de la compagnie de téléphone **Sudatel** au Soudan pour un montant de 40 millions \$ sur plusieurs années.

Pendant ce temps, les dirigeants de la **Sudan People's Liberation Army** (SPLA, ancienne rébellion sudiste) de **John Garang** appuient le développement, plus difficile, d'une **Nile Commercial Bank Ltd** (NCB) dont le siège est à Yambio, dans la province de l'Equatoria Occidentale, au Sud Soudan à proximité de la frontière avec la République démocratique du Congo » (RDC). Le capital de cette banque dont le PDG est **Aggrey Idri** ne sera que d'un million \$, ses 50 000 actions étant réparties en de nombreux petits actionnaires au prix de 20\$ l'action. Aucun actionnaire ne pourra détenir plus de 25% de la NCB, mais la SPLA devrait y avoir une participation de 20%. Les 44 actionnaires initiaux de la NCB, réunis à sa fondation l'an dernier, ont depuis lors plus que triplé. La banque a ouvert une branche à Rumbek et doit en ouvrir une autre à Yei, fin août.

## MILITAIRE

- Selon la publication renommée *Jane's World Armies*, basée en Grande-Bretagne, mais dont les informations remontent à 2002, l'armée de terre soudanaise compte 90 000 hommes dont 25 000 sont des conscrits. Les Soudanais de 18 à 30 ans sont tenus à 3 ans de service militaire, ce qui fait 20 000 hommes dans l'armée et 5000 en formation. « Mais au cours des années les problèmes de recrutement se sont accrus alors que les Soudanais du Nord répugnaient de plus en plus à se battre dans le Sud...Il semble que les troupes aient été gonflées de Sudistes harcelés pour entrer dans l'armée » dit *Jane's World Armies* qui ajoute : « les soldats ont protesté contre des retards de soldes. L'armée a aussi été affectée par des purges politiques, des divisions internes et une corruption largement répandue ». En 2002 l'armée avait 350 chars, 25 chars légers, une série de véhicules de reconnaissance de transports de troupes et d'artillerie auto-propulsée. La force aérienne comptait un personnel de 3000 hommes, avait 44 avions de combat, 28 hélicoptères d'attaque, mais on ne sait pas combien d'entre eux étaient en état de marche. Les revenus pétroliers permettaient « d'améliorer » cette situation (AFP 02 08 04).

### - L'Est

L'Etat de Kassala a déclaré l'Etat d'urgence dans l'attente d'une attaque armée de membres de l'opposition venus de l'Erythrée voisine. Le mouvement rebelle des Lions Libres a sa base en Erythrée où il a signé un accord avec le MJE, rebelle du Darfour. D'autre part, un dirigeant du Congrès Béja a averti le gouvernement du risque d'escalade dans l'Est, et lui a conseillé d'accorder les demandes de développement et de libertés politiques faites récemment par les Béja dans un document élaboré au Caire, et appelé « Covenant Historique de l'Est Soudan ». Le gouverneur de Kassala affirme que l'Erythrée aide les factions armées de l'Est et l'Ouest soudanais pour montrer sa capacité d'influer la situation intérieure du Soudan. Une rébellion dans l'Est serait encore plus dangereuse que dans l'Ouest, car dans l'Est se situe le seul port du Soudan (Sudan Tribune 22 07). Ce serait d'autre part l'ouverture d'un nouveau front. Pour Khartoum, il n'y aurait danger que si l'Erythrée entrerait en guerre.

Abd el Aziz Khalid est chef de la Sudan Alliance Force, la branche armée de l'opposition du Nord, membre de l'Alliance Nationale Démocratique, qui se bat dans les collines de la Mer Rouge. Il fut arrêté à Abu Dhabi où il s'était rendu, Khartoum ayant demandé son arrestation par Interpol. Mais la notice d'arrestation d'Interpol n'était plus valable. Après avoir semblé oublier l'affaire, Khartoum a envoyé une délégation de haut niveau pour demander l'extradition, cette fois sur la base de l'accord d'extradition de la Ligue Arabe et Béchir a signé lui-même les documents nécessaires. L'Alliance Nationale Démocratique est extrêmement mécontente : « L'homme était en négociations avec le gouvernement après avoir abandonné le combat » a-t-elle déclaré (Khaleej Time 26 09, 07 10 09 10). Une tentative de sabotage dans l'Est du principal oléoduc du pays a été annoncée par Al Sahafa (AFP 10 10 in Le revenu). Selon Reuter le gouvernement armerait les Béni Amer, Béja du Sud des collines de la Mer Rouge qui ne partagent pas la langue des autres Béja, de crainte que les groupes rebelles opérant au Darfour ne préparent des attaques dans l'Est. En effet ils auraient stationné des forces à la frontière érythréenne (Reuters 07 10). Le ministre des Affaires Etrangères a démenti (Reuter 07 10).

## OPPOSITION

Au Caire se sont rencontrés des représentants du gouvernement soudanais avec des membres de l'opposition du Nord dont le Darfour (qui ?) et l'ALPS. Ils ont décidé de se baser sur l'accord-cadre de paix et sur les accords de Djeddah. Ils veulent travailler à résoudre la crise du Darfour après les discussions avec l'Union Africaine. Ils veulent promouvoir la démocratie et en venir à toute une série de points peu abordés auparavant, dont les forces de Sécurité et la situation dans l'Est du Soudan (Radio Omdurman 30 08). **Il n'y a pas eu d'autres pourparlers depuis. Avec Naivasha et Abuja cela fait trois négociations différentes pour le gouvernement soudanais.**

## TERRORISME

Si le gouvernement soudanais souhaite que l'**Armée de Résistance du Seigneur (ARS), rebelle ougandais, continue son oeuvre de mort** dans le Sud-Soudan pour y provoquer des difficultés après la paix, **comme une milice pro-gouvernementale ordinaire**, il trouve de plus en plus difficile de fournir des armes à l'ARS après avoir longuement dit qu'il ne le faisait plus. Il y a plus d'observateurs à Juba où un consulat ougandais devrait s'installer et selon des informations de l'armée ougandaise, l'ARS se cacherait derrière les lignes de défense de l'armée soudanaise ; l'on dit aussi que Khartoum recourt à des parachutages d'armes de nuit. Une réduction de l'arrivée d'armes n'est pas le seul problème que rencontre l'ARS. La milice pro-gouvernementale Equatoria Defence Force, qui lui était proche, a rejoint l'ALPS en mars 2004 et poursuit désormais l'ARS, partageant éventuellement ses secrets avec l'ALPS. L'armée ougandaise a commencé à capturer plutôt qu'à tuer les combattants ARS. Ces combattants avaient souvent été enlevés enfants, mais la somme d'horreurs qu'ils ont commises empêchait les gens de les considérer comme des victimes. Les Eglises ont beaucoup travaillé à cette reconnaissance. Les deux faits joints pousseront peut-être les combattants ARS à se rendre d'autant qu'ils seraient à court de nourriture et de munitions. Depuis le début de l'attaque ougandaise en territoire soudanais, Joseph Kony, le chef de l'ARS dit que « l'Esprit l'a quitté ». L'Ouganda chercherait à s'en saisir pour le remettre au Tribunal Pénal International et à accorder l'amnistie à ses troupes.

Les familles de 7 des 17 marins tués dans l'incident du **USS Cole** poursuivent le Soudan, car, selon elles, c'est ce pays qui a formé, financé et abrité les terroristes (AP 19 07).

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- La banque américaine avec laquelle traitait l'ambassade du Soudan pour des salaires, les factures d'eau, d'électricité etc. a clos tant son compte que celui d'autres ambassades et le Soudan n'a pu trouver une autre banque. Selon Khartoum, il s'est adressé dès juin au Département d'Etat pour résoudre le problème, sans résultat, donc il ferme l'ambassade. Washington aurait pris des contacts avec une banque qui après avoir promis d'ouvrir un compte à l'ambassade, serait revenue sur sa parole (SUNA 25 08).

- Les médiateurs de Naivasha devraient discuter avec le Conseil de Sécurité pour mettre en place une force de maintien de la paix. L'établissement de critères d'évaluation pour la démocratie, les DH et la libéralisation devraient être établis. Une engagement sérieux pour des élections dans 3 ans devraient être pris...

- Selon le Président norvégien de l'unité jointe de surveillance dans les Monts Nouba, quelque 150 000 personnes déplacées de la région sont rentrées chez elles, depuis le cessez-le feu il y a 18 mois. Ces gens disent trouver la région plus développée, mais l'activité politique gênée par des « restrictions » (22 07).

- Béchir a insisté auprès de l'Iran sur la nécessité d'établir un front uni contre les ennemis de la " foi divine "; s'est élevé contre les critiques occidentales contre les programmes nucléaires iraniens " pacifiques ". Le ministre a déploré l'interférence étrangère dans les affaires soudanaises [Darfour] (Iran daily 18 07).

- Béchir s'est rendu en Biélorussie, pays accusé de graves violations des droits de l'Homme. Le Président biélorusse lui a fait part de son désir d'accroître les relations économiques : " Nous n'avons pas de préjugés à l'égard du Soudan ", a-t-il ajouté (Reuter 28 07).

- Thuraya et Sudatel vont établir une société jointe au Soudan (LiquidAfrica 03 09).

- **Un projet gigantesque de voie ferrée au Sud** en particulier pour transporter le pétrole. Le maître d'oeuvre sera l'allemand Thormhlen Schweibchnik qui a réinventé l'art de souder les rails et se trouvera à la tête d'un consortium de 15 sociétés allemandes. Une firme chinoise intéressée a été laissée de côté. L'option choisie va de Juba au lac Baringo et à Mombassa. Une ligne additionnelle se rendra à Gulu en Ouganda via Nimule. La voie ferrée aura plus de 2440 km et passera du one-meter gauge au standard gauge (1,44m). Les trains atteindront de 160 à 180 km/heure. Deux dépôts de réparations seront installés, l'un à Nakuru, Kenya et l'autre à Juba. La ligne sera électrifiée et désenclavera 13 millions de Sudistes.

Ce projet, préfinancé par la Banque Mondiale et autres, serait payé par les recettes pétrolières. Les Kenyans sont à la recherche de financiers, éventuellement l'Arab Development Bank, la Banque Européenne d'Investissement et le KFW allemand (The Nation, Nairobi 27 06, 04 07, LiquidAfrica 27 07/ 12 10, East African Standard 07 07). Le MLPS a négocié auprès de l'Allemagne un emprunt de 3 milliards d'euros, dont l'un serait remis pour la première phase du projet (LiquidAfrica 29 09).

Khartoum luttera-t-il contre de tels projets qui tourneraient le Sud et son pétrole vers le Kenya ?

- Le Soudan n'a qu'une production de 728 mégawatts d'électricité venant à peu près en parts égales de source thermique (pétrole surtout) et hydroélectrique. Le plus important est le barrage de Roseires sur le Nil Bleu qui fournit 280 mégawatts. L'insuffisance de la production vient de ce que cette production dépend des pluies. Les régions non couvertes dépendent de générateurs au diesel ; seulement 30 % de la population a accès à l'électricité. Le but est de faire passer ce chiffre à 90% au prix de 3 milliards de dollars dans les années à venir. Le plus grand des projets est le barrage de la 4ème

### Une histoire extravagante - suite de la page 1

Cette affaire paraît pour le moins bizarre. Les arrestations du 8 septembre semblent liées à un projet de mémorandum sur la situation au Darfour et les pourparlers du Sud, qu'une cinquantaine de membres et sympathisants du CNP ainsi que Ghazi Salah ed Dine, ancien conseiller pour la paix du Président, se proposaient de remettre à Béchir.

Mais remet-on un mémorandum à la veille de faire un coup d'Etat ? Peut-on faire un coup d'Etat quand on a 70 de ses membres internés et que l'on sait qu'ils seront torturés ?

Des déclarations officielles donneraient peut-être la clé du problème. Selon l'une d'entre elles, Khartoum ne reprendrait pas les pourparlers du Darfour avec le Mouvement pour la Justice et l'Egalité « qui a eu un rôle dans la tentative de coup d'Etat ». Voilà une manière élégante de renoncer aux négociations. Par ailleurs, Béchir soutenait que c'était le devoir du gouvernement de protéger son peuple, mais « comment pouvons-nous le faire si nous sommes occupés par un conflit interne »? Voici une bonne dérobade pour les attermolements au Darfour et au Sud, une bonne excuse pour appeler « chaque jeune homme à s'engager dans les forces de défense populaire et l'armée » et éventuellement réduire encore les droits de l'Homme. Voici aussi pour l'Occident une mise en garde : s'il renverse ce régime, les partisans de Tourabi, beaucoup plus extrémistes, messianistes et islamistes, prendront le pouvoir. De nombreux officiels répétaient l'antienne : « Le démembrement du Soudan serait au détriment de toute l'Afrique, contribuant à

## Brèves

Béchir a renvoyé sans explications un de ses principaux conseillers, Mubarak el Fadil el Mahdi, un membre du parti du Mahdi qui avait accepté ce poste contre la volonté du dit Mahdi. Ce renvoi est probablement dû au fait que Mubarak qui en tant que mahdiste a beaucoup de liens avec le Darfour, a tenté de faire cavalier seul dans cette affaire. Une partie des mahdistes, ayant 9 postes ministériels sur 40, ont voulu donner leur démission, ce que les autres ont refusé. Finalement après un accord entre la branche mahdiste séparée du Mahdi et le Congrès National, les mahdistes gardent leurs postes. La branche mahdiste séparée nommera ses représentants à l'exécutif. Béchir a promis de négocier le renvoi de Mubarak. (Reuter 07, 09, 13 10, SUNA 14 10, AFP 15 10).

cataracte ( voir VS 119 122) qui produira 1250 mégawatts. Un autre barrage est construit par les Chinois à la seconde cataracte et produira 300 mégawatts.

- Un mémorandum d'entente a été signé par le ministre des Finances et le président de la société saoudienne Rayat Aliya, pour que cette société construise un nouvel aéroport international dans l'Etat de Khartoum dont l'emplacement n'est pas encore décidé (SUNA 28 06).

- Une Cour d'Appel américaine a rejeté une plainte contre le bombardement de leur usine par les Américains en 1998, plainte déposée par l'industrie pharmaceutique Al-Shifa et par Mohammed Idris qui en avait acheté des parts pour 18 millions de dollars. Ils demandaient 50 millions de dollars. La Cour a déclaré que l'affaire présentait une question politique impliquant Bill Clinton, le Président de l'époque, qui avait autorisé la frappe. Selon la constitution des Etats-Unis le judiciaire ne peut examiner les questions politiques (Reuters 11 08).

l'instabilité régionale. Cimentier l'unité du Soudan est dans l'intérêt de la communauté internationale ». Des hauts parleurs de la radio d'Etat, montés sur véhicules, serinaient « les ennemis du Soudan arment les rebelles du Darfour, les ennemis du Soudan veulent renverser le gouvernement ». Peu frappés par la disparité entre les pourparlers de paix à l'extérieur et les arrestations à l'intérieur, des diplomates américains et britanniques notent désormais que la chute du régime pourrait encore aggraver les choses. Selon un haut responsable britannique « Le gouvernement soudanais est au bord du gouffre... L'alternative à ce régime peu appréciable n'est pas un régime plus appréciable. C'est un Etat en faillite ». Et Snyder, le représentant américain au Soudan : « Le Soudan risque de tomber dans une anarchie de style somalien ». Les Etats-Unis semblent sur le point d'être convaincus que l'affaiblissement du régime menace la sécurité régionale.

Tant de résultats positifs pour Béchir font vraiment douter de la réalité de la tentative de coup d'Etat. C'est l'opinion de l'homme de la rue et du MLPS. Mais, comme l'écrit *Africa Confidential*, quel talent pour retourner à son avantage une situation particulièrement difficile ! Après 15 ans, la communauté internationale ne peut ni ignorer ce talent, ni ignorer que le régime fait tout pour survivre, y compris parfois choisir de coopérer.